

Forum Social Européen 2003

Compte-rendu de l'atelier: La monnaie sociale fait bouger le monde

Jeudi 13 novembre, Paris Saint-Denis, France.

Intervenants :

Stephen DeMeulenaere (Canada), coordinateur Asie de l'association hollandaise Strohalm
«Miguel» Yasuyuki Hirota (Japon)
Heloisa Primavera (Argentine)
Alexander Woitas (Allemagne)

Rapporteurs :

Daniel Herlaut (SEL de Paname)
Joël Seguin (SEL 93 Banlieue Nord)
Maurice Belorgey (SEL de Paris)

□ **Intervention de Stephen DeMeulenaere:**

Stephen nous a fait un rapide tour du monde des systèmes monétaires locaux et nous fait part de son expérience à travers l'utilisation de documents vidéos.

Au Canada

Stephen nous a fait part de l'expérience du 2ème LETS (Local Exchange Trade System) historiquement créé au Canada après celui de Vancouver. Il compte actuellement 150 adhérents, mais les services rendus y sont minimes à cause d'une inflation en unités du LETS provoquée par une erreur de gestion : trop d'unités d'échanges ont été créées pour « rémunérer » les membres qui administraient le LETS. Or un système d'échange local ne peut fonctionner durablement que lorsque la somme des débits est égale à celle des crédits, c'est à dire lorsque les unités du LETS s'échangent en contrepartie d'un service rendu ou d'un bien échangé et ne proviennent pas d'une création monétaire ex nihilo.

Les offres de services proposées par l'association ont été prises d'assaut par la masse des administrateurs du LETS qui cherchaient à écouler leurs unités. Ils ont ainsi créé une distorsion entre l'Offre et la Demande de services au sein du LETS et ainsi une grave crise de confiance. D'une part, la situation a généré un niveau important d'inégalités entre certaines personnes très « riches » et d'autres très pauvres et d'autre part, du fait de la perte de valeur et de crédibilité de la monnaie, les entreprises se sont peu à peu retirées du système.

La solution proposée fut que les coûts de fonctionnement en unité d'échanges soient strictement compensés par un mécanisme de prélèvements sur les comptes de tous les adhérents (système d'imposition classique, monnaie fondante, taxation sur chaque échange, peu importe le mécanisme utilisé, mais il doit prélever suffisamment d'unités de façon régulière, pour permettre de valoriser tout le travail administratif effectué par les adhérents)

En Amérique latine

En Amérique Latine, différents pays ont adapté ce système à leur contexte économique et social. En 1998 à Mexico, a été lancé un projet de monnaie communautaire appelé Tlaloc.

En Argentine, à Buenos Aires, dans le quartier de Bernal, un groupe d'une dizaine de personnes ont constitué un groupe de troc « multiréciproque » utilisant comme unité des « créditos ». Le réseau s'est alors rapidement étendu au pays devenant la Red Global de Trueque et on estimait alors à près de 6 millions de personnes les participants au réseau.

En Asie

En Thaïlande, il y a eu l'introduction d'une monnaie (toujours opérationnelle) dans différentes communautés villageoises en lien entre elles. Le gouvernement a essayé de l'arrêter, mais le système continue à fonctionner aujourd'hui sans mentionner le mot « argent » ou « monnaie » pour éviter les problèmes légaux.

Ce pays a beaucoup souffert de la crise économique et les initiateurs du projet ont compris qu'il fallait que tout le monde puisse créer une monnaie en cas de crise (outil : jeu de simulation que l'on peut retrouver sur le site: www.appropriate-economics.org)

En Papouasie (Nouvelle-Guinée)

En Papouasie Nouvelle-Guinée, la monnaie traditionnelle a pris la forme de grands colliers de petits coquillages et permet à une communauté de vivre en autarcie monétaire c'est-à-dire sans utiliser la monnaie nationale.

Cette monnaie a l'avantage de remplir les critères de divisibilité et de durabilité. En effet, on peut casser le collier pour le raccourcir et en diminuer la valeur ou au contraire en rattacher plusieurs, la valeur dépend de la longueur du collier et du nombre de coquillages. On mesure en brasses (distance du nombril au bout du bras). La monnaie est fabriquée et gérée par les femmes de la communauté tandis que les aspects spirituels et religieux sont gérés par les hommes.

Ce sont les femmes qui donnent l'argent aux hommes. La communauté effectue un contrôle social fort de la monnaie et sa manipulation est tellement intégrée dans ces normes que si certains venaient à fabriquer de l'argent en dehors du système, on pense qu'il y aurait la guerre entre les familles. Au décès d'une personne, l'argent du défunt est remis à la communauté. Ce système permet également d'épargner. Les femmes créent de la monnaie pour les mariages (dot) et pour les enterrements. Finalement, cette monnaie a plus de valeur que la monnaie nationale parce qu'elle est en accord avec le mode de vie de ces populations. Par exemple, cet argent a pu permettre la construction d'une église.

Le gouvernement s'est alors aperçu que l'équivalent d'un million de dollars en monnaie communautaire circulait entre ces 80 000 personnes, somme qui la crédite de plus de valeur que la monnaie nationale (en papier). La comptabilité nationale ne prend pas en compte cette monnaie ni les richesses créées par son intermédiaire, et considère donc ces populations comme très pauvres. Or, grâce à ce système, les indigènes sont aussi riches que les populations blanches qui habitent en Papouasie, cas exceptionnel dans les pays du Sud.

Bien sur, les économistes ne croient pas plus en l'utilité de cette monnaie qu'ils ne croient aux SELs en France. De plus, l'église chrétienne s'oppose à ce système car le considère comme une pratique primitive. Mais des gens qui sortent des standards de la Banque Mondiale sont-ils aussi primitifs qu'on l'imagine ?

Aujourd'hui, la population voudrait créer une banque pour cette monnaie qui est acceptée par les autorités et le gouvernement étudie la possibilité de payer les taxes avec cette monnaie de coquillages.

□ Intervention de Miguel Yasuyuki Hirota

La situation au Japon est présentée par Yasuyuki Hirota, dit « Miguel » (email : mig@lime.plala.org.jp/mig/)

Le mouvement précurseur au Japon a eu lieu en 1973 et a débouché sur deux projets distincts :

1. Le premier système, né à Osaka dans l'Ouest du Japon, est celui d'une « Banque de travail bénévole » et est utilisé principalement pour les activités domestiques et autres activités bénévoles.
2. Le second, appelé Fuerai Kippu, a été lancé par la fondation « Sawayaka ». Ils ont créé une monnaie pour exprimer les sentiments d'amitié et de remerciements .

Ces projets concernent quelques 300 groupes principalement orientés vers les soins aux personnes âgées ou encore les travaux domestiques.

En 1999, Michael Eude a participé à une émission de télévision très connue au Japon pour y vulgariser le système des Ithaca Hours . Cette émission a eu un grand impact au Japon et a entraîné la création d'une dizaine de systèmes fonctionnant avec ces monnaies complémentaires. Un autre pionnier a été Toshiharu Kato qui a proposé une « éco-monnaie » s'inspirant des LETS anglais. Le but est de réduire le coût des services sociaux. Elle est émise par les mairies.

Il existe aujourd'hui plusieurs méthodes de transactions :

Cas n°1 : Le système Chiba (« cacahuète ») lancé à Tokyo en 1999.

Kazuhiko Murayama a visité les LETS en Grande Bretagne. Mais il considérait que les LETS étaient destinés aux pauvres, et qu'ils ne semblaient donc pas correspondre à la situation économique et sociale du Japon où les classes moyennes sont majoritaires.

Or, près de la gare de Chiba existe un centre commercial Yurinoki qui fait du tort au commerce local. Le but de la monnaie sociale est alors d'augmenter les ventes des commerces locaux et d'améliorer la qualité des relations humaines. La monnaie utilisée prend la forme d'une carte postale. L'association met à jour toutes les transactions dans un cahier des comptes.

Cas n°2 : Le Dan Dan

A Sèkizen Ehime presque la moitié de la population a 65 ans et plus. Heron Kubota a introduit le système du « Time Dollar ». L'unité est le « dan dan », qui veut dire merci en dialecte. Chacun reçoit 20 dan dan pour 30 minutes de service reçu. Le système a amélioré la communication au sein de la population et entre les générations.

Cas n°3 : Yufu (Yufuin, Oita)

L'économie de cette ville repose sur le tourisme et les bases militaires. Des bons d'échange ont été créés pour préserver une autonomie partielle.

Cas n°4 : Coal (Omuta, Fukuoka)

L'économie d'Omuta reposait sur le charbon mais la crise des industries traditionnelles a provoqué la fermeture

des mines de charbon et donc une crise économique. Les travailleurs sociaux ont alors créé des bons nommés « charbon » pour promouvoir l'aide mutuelle au sein de la population et ainsi tenter de stimuler les commerces locaux.

Cas n°5 : Le Fuku (Nahastu Oita)

Ce sont des bons émis pour favoriser les commerces de proximité.

Cas n°6 : Le Yuro (Beppu)

A Beppu existe une station thermale qui accueille des personnes âgées et riches. Dans ce but a été créé un billet, le Yuro, qui correspond à 100 yens et qui permet au reste de la population de profiter des services de la station thermale.

Cas n°7 : Le Hanako (Kawanabe, Kagoshima)

C'est une aide mutuelle qui a été créée dans un hôpital psychiatrique pour aider les patients. Cette aide consiste à offrir des services mais la quantité proposée reste faible.

Les difficultés principales rencontrées au Japon relèvent du manque de communications entre les utilisateurs des monnaies complémentaires, les adhérents qui hésitent à connecter des inconnus pour une quelconque prestation de service et du manque de communication entre les différents systèmes existants dans le pays.

□ **Intervention d'Heloisa Primavera (Argentine)**

La situation en Argentine est présentée par Heloisa Primavera, dont l'adresse internet est heloisa@alliance21.org

Heloisa se prononce en faveur de la privatisation de l'argent afin de ne pas dépendre de la monnaie de cours légal, le peso en Argentine.

En 1995, 23 voisins créent un réseau de troc à Buenos Aires.

En 1997, 30 000 personnes y participent.

En 1999 le réseau rassemble 100 000 personnes en Argentine, mais s'étend également à d'autres pays comme le Brésil, l'Uruguay, la Colombie, l'Equateur, ou encore le Chili.

En 2001 l'Argentine sombre dans une grave crise économique en partie provoquée par les « plans d'ajustement structurel » du FMI censés réduire la dette extérieure du pays... Le peso est dévalué, les comptes en banque bloqués. Les classes moyennes sont laminées et perdent leur pouvoir d'achat. Le réseau atteint alors 6 millions de personnes.

Le réseau a alors été confronté à un dilemme : soit construire la confiance et donc s'obliger à rester de taille réduite, soit s'agrandir rapidement au risque de briser la confiance. Finalement, le réseau a choisi la deuxième solution...

Le système a alors connu une grave crise de confiance qui a éclaté en même temps que la crise institutionnelle à cause d'une surémission de « crédits » de la part des fondateurs du réseau.

Comme l'explique Heloisa, la quantité de monnaie doit respecter le ratio production/ consommation et pas davantage, sinon on rentre dans un mécanisme inflationniste (trop de monnaie en circulation par rapport à l'offre). Cette situation explique alors la surinflation et la crise de confiance massive dans le système.

De plus, certains club de troc ont développé un modèle « d'entrepreneur », c'est-à-dire basé sur les notions de concurrence et de profit. Ainsi, les « crédits » normalement remis aux utilisateurs en échange de leur production (de 20 à 50 unités par personne) ont été revendus en monnaie nationale, c'est-à-dire, qu'ils ont été commercialisés comme une vulgaire marchandise !!

A cette époque, il existait en Argentine une coexistence de différentes monnaies car à côté du Dollar et du peso argentins, l'Etat et les provinces ont créé « des monnaies parallèles » pour résoudre le problème du manque de liquidité. A terme, elles étaient vouées à disparaître. Mais le FMI a condamné ce type de mesures créant, à ses yeux, l'anarchie monétaire.

Le système est donc toujours en crise mais se reconstitue lentement. Il reste aujourd'hui quelques 100.000 personnes dans les clubs de troc.

Le capitalisme marche bien sauf en état de crise, par contre il cache l'argent volé aux pauvres (paiement de la dette, Fonds de pension, Paradis Fiscaux).

Heureusement existent d'autres types d'expériences d'économie solidaire comme la micro finance qui permet d'irriguer l'économie « populaire » et favorise une autre façon de produire, comme la mise en place de budget participatif par les gouvernements locaux (cogestion élus/citoyens). Ce système existe depuis 30 ans , à Porto Alegre au Brésil, par exemple. (il y en a plus d'une centaine de nos jours).

L'Europe risque de « s'argentiniser » surtout après son élargissement.

L'important est de savoir quelle société on désire construire. Le système doit viser le développement humain, comme le fait la micro finance. Il faut créer une monnaie sociale, ce qui suppose l'autonomie de la société civile.

□ Intervention d'Alexandre Woitas (Allemagne)

Le « Chiemgauer »

En Bavière il s'est créé une monnaie complémentaire « le Chiemgauer ». Il s'agit d'une création de billets qui permettent d'acheter dans les magasins locaux à la valeur de 1 Chiemgauer = 1 euro. On applique à cette monnaie une taxe à la revente en Euros de 5 %, dont 2 % pour payer les dépenses administratives du système et 3 % pour financer des projets régionaux.

Le Chiemgauer circule plus vite que l'Euro dans l'économie locale et permet d'orienter la consommation vers ce qui est le plus bénéfique pour la région (par exemple produits et services locaux, respectueux de l'environnement, produits par des structures démocratiques, favorisant l'insertion, etc.).

Cette expérience s'apparente à une autre monnaie complémentaire, le « brochet », qui est valable un an avec 4 cases (une par trimestre) pour y coller un timbre permettant de maintenir la valeur du bon (c'est le principe de la monnaie timbrée, sous ensemble de la monnaie fondante théorisée par S. Gesell et Margrit Kennedy). On a donc intérêt à faire circuler cette monnaie et à ne pas la garder, l'accumuler.

Contrairement à ce qui se passe majoritairement en France, en Bavière, les commerçants sont favorables à ce système, car ils ont compris que cela les rendait compétitifs par rapport aux grandes surfaces. De plus, cette monnaie permet la promotion du développement local et favorise le soutien des consommateurs aux producteurs et petits distributeurs régionaux.

Cette expérience regroupe aujourd'hui 100 commerçants, des entreprises de services et 250 consommateurs. Cela fonctionne comme un système de fidélisation des consommateurs avec une sorte de carte de fidélité. Alors que le système capitaliste vient ôter l'argent de la région et le concentre vers la spéculation, cette monnaie circule dans la région de Bavière seulement pour promouvoir l'économie régionale.

Alexander rappelle l'expérience de Wörgl en 1932 et l'idée de Rudolph Steiner (anthroposophe) selon laquelle l'argent pourrait avoir 3 fonctions positives: l'échange, le don gratuit, le crédit sans intérêts.

Questions et observations de l'auditoire

*Un auditeur fait remarquer qu'en France les autorités ne laisseraient pas un tel système exister.

Un expert-comptable répond que le commerçant paye sa TVA et qu'il n'y a pas de problème au début..

D'autres expériences de monnaies complémentaires

*La question se pose de savoir ce qui se passe quand le système se développe.

*Une banque a émis des bons en collaboration avec l'association « Wahren » en Allemagne. Il n'y a pas eu de réaction politique. Ces bons ont permis d'aider des exclus.

*Il faut noter que le troc ou « barter » existe entre les entreprises (Système Wir, en Suisse).

*Ces bons favorisent le marché local. C'était le but des Ithaca Hours aux Etats-Unis. Le but est de favoriser le travail local et de donner de la valeur à ce que l'argent officiel ne peut plus valoriser.

Puisqu'il y a une pénurie d'argent, la monnaie locale permet une augmentation du pouvoir d'achat. Le but est de faire circuler la monnaie locale plus vite que les euros.

*Le prêt en monnaie locale permet de financer des projets.

Au Brésil, à Fortaleza, des petits prêts d'un montant de 20.000 euros ont permis de construire une école qui aurait dû coûter 40.000 euros.

En effet, une banque de micro finance a prêté de l'argent officiel, une autre partie a été payée en argent local. Ces microprêts sont allés à la création d'entreprises, de groupes productifs locaux qui avaient alors l'obligation de participer à la construction de l'école. Une fois la construction achevée, il restait quelques choses des 20 000 euros : l'école mais surtout des micro-entreprises locales susceptibles de créer des emplois et participant à la création de la richesse locale.

Ce genre de projet exige une solidarité communautaire forte et une tradition d'entraide bien ancrée.

* Alain Simon, volontaire de l'association PACS, mentionne l'existence d'un réseau de troc à Rio de Janeiro au Brésil au profit d'une communauté pauvre.

*Une conférence européenne sur les monnaies complémentaires devrait avoir lieu en juillet 2004 à Bonn en Allemagne.

Bibliographie suggérée par les participants :

l'Avenir de la Démocratie et de l'Argent (Margrit Kennedy et Bernard Lietaer)

(va paraître prochainement)

les Aventuriers de l'Abondance (Philippe Derruder) chez Albin Michel.

Il nous faut une Charte de valeurs communes, une banque de données, des solutions communes à nos problèmes, échanger les expériences et pour cela il existe une liste de discussion.

Pour écrire au sujet des monnaies complémentaires ou sociales une adresse :

money@socioeco.org. Deux sites à consulter : <http://money.socioeco.org> et www.monnetta.org